



# OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 25 – 18 MARS 2016

## SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
  - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
  - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
  - INDUSTRIE
  - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

**PUBLICIS  
S'IMPLANTE  
AU NIGERIA**

JOVAGO SIGNE UN  
PARTENARIAT AVEC  
ACCOR

CONAKRY TERMINAL  
(BOLLORE) INAUGURE  
DEUX NOUVEAUX  
PORTIQUES

HAUSSE DE 24 % DU  
CA DU SECTEUR  
MINIER EN COTE  
D'IVOIRE

DEVELOPPEMENT DES  
PROJETS  
ENERGETIQUES ET  
D'INFRASTRUCTURES  
AU MOZAMBIQUE

RESTRUCTURATION  
DANS LE SECTEUR  
BANCAIRE SUD-  
AFRICAIN

LE KENYA, PLAQUE  
TOURNANTE DES TIC

NOUVEAU  
GOUVERNEUR DE LA  
BANQUE CENTRALE EN  
ANGOLA

CONGO : LE TAUX DE  
BANCARISATION RESTE  
FAIBLE



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## ACTUALITE REGIONALE

---

### ▼ **Zambie : signature d'une déclaration d'intention entre ZDA et Business France**

Le 8 février dernier, une déclaration d'Intention a été signée entre la *Zambia Development Agency* (ZDA) et Business France en présence des présidents zambien et français. Pour rappel, la ZDA est une agence publique semi-autonome chargée de contribuer à la croissance et au développement économique de la Zambie par la promotion des exportations et des investissements. Les 3 objectifs principaux de cette déclaration sont (i) le renforcement de la coopération en matière d'investissements, (ii) l'accroissement de la coopération économique et (iii) le développement des contacts entre les milieux d'affaires zambiens et français.

✉ [jacques.torregrossa@businessfrance.fr](mailto:jacques.torregrossa@businessfrance.fr)

### ▼ **Mozambique : sommet sur l'énergie et les infrastructures d'Afrique australe**

Le prochain sommet concernant l'énergie et les infrastructures d'Afrique australe (SAEIS) se tiendra du 4 au 6 mai 2016 à Maputo. Les projets énergétiques et d'infrastructures nécessitant un soutien des secteurs public et privé seront mis à l'honneur. Parmi eux, le projet ferroviaire Moatize/Nacala. Ce projet, qui reliera le Malawi au Mozambique, a pu soulever des problématiques juridiques relatives à la différence des législations environnementales entre les deux pays et à l'utilisation partagée des infrastructures.

✉ [gildas.louvel@twobirds.com](mailto:gildas.louvel@twobirds.com)

### ▼ **Côte d'Ivoire : première conférence annuelle des agences de promotion des investissements francophones**

Le premier ministre ivoirien Daniel Kablan Duncan a présidé jeudi 10 mars, l'ouverture de la première conférence annuelle du Réseau international des agences francophones de promotion des investissements (RIAFPI) sur le thème « Intégration et francophonie économique : quelle contribution des agences de promotion des investissements ? ». Cette conférence va favoriser les échanges d'expériences et de bonnes pratiques, notamment en ce qui concerne les outils et instruments innovants en matière d'attraction d'investissements vers les pays membres.

✉ [benoit.massuyeau@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.massuyeau@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Afrique de l'Est : deux consortiums chinois et turcs en lice pour la gestion du chemin de fer éthio-djiboutien**

Les autorités éthiopiennes et djiboutiennes ont lancé l'appel d'offres pour l'exploitation et la maintenance de la ligne ferroviaire reliant Addis-Abeba à Djibouti. Deux consortiums s'affrontent pour l'obtention de ce contrat : le premier est composé de *China Railways Group Ltd* (CREC - public) et *China Civil Engineering Construction Corporation* (CCECC - privé). CREC a réalisé le tramway d'Addis-Abeba et une partie de la ligne ferroviaire Sebeta – Mieso – Dewele. Le consortium turc est composé de TCDD (public) et de Yapi Merkezi (privé, et qui réalise le tronçon reliant Awash à Woldya). A noter que les entreprises françaises Systra et SNCF se sont associées au groupement turc (en sous-traitance) pour répondre à cet appel d'offres.

✉ [pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Afrique de l'Est : cession de la participation de Barclays dans Barclays Africa**

Barclays a annoncé le 1<sup>er</sup> mars la cession d'ici deux ou trois ans de la majorité de sa participation (62,3 %) dans sa filiale sud-africaine Barclays Africa, aujourd'hui valorisée à hauteur de 4,1 Mds EUR. Barclays Africa est présente dans douze pays d'Afrique, y compris au Kenya, en Ouganda, en Tanzanie et au Soudan du Sud. Même si la filiale a représenté 13 % des bénéfices du groupe sur les neuf premiers mois de 2015, le ralentissement de l'activité et la dépréciation des devises dans ces pays sont à l'origine de cette décision stratégique. Outre Nedbank (Afrique du Sud), Atlas Mara (Grande-Bretagne), Falcon Private Bank (Suisse), la banque kényane Equity Bank a exprimé son intérêt pour le rachat des actifs de Barclays Africa.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Océan Indien : coopération Maurice-Madagascar**

Le président malgache, Hery Rajaonarimampianina, sera l'invité d'honneur de la 48<sup>ème</sup> édition des célébrations de l'accession de Maurice à l'indépendance le 12 mars 2016. A cette occasion, un protocole d'entente sera signé entre Maurice et Madagascar visant à la création d'une zone économique spéciale à Madagascar amenée à être développée par Maurice. La mise en place de structures de coopération dans divers secteurs, dont l'éducation, la recherche, la culture, l'environnement, l'agriculture, le commerce, la pêche, le tourisme, le transport, la santé, l'innovation, la technologie de l'information et de la communication, ainsi que la défense, la migration et la justice sera également évoquée.

✉ [patricia.lenette@dgtresor.gouv.fr](mailto:patricia.lenette@dgtresor.gouv.fr)

## CONJONCTURE

---

### ▼ Afrique du Sud : déficit courant plus élevé au T4 2015

Au 4<sup>ème</sup> trimestre 2015, le déficit courant a atteint 5,1 % du PIB, soit environ 1 point de plus par rapport aux anticipations des marchés. Le creusement du déficit a résulté d'une nette dégradation du déficit commercial, de -22 à -57 Mds ZAR, confirmant la perte de compétitivité des biens sud-africains en dépit de la dépréciation du rand, et la baisse des revenus issus des services. Sur l'année, le déficit courant s'est toutefois réduit à 4,4 % du PIB après 5,4 % en 2014, grâce à la baisse de moitié du déficit commercial, à -0,9 % du PIB, un seuil cependant toujours élevé, qui pose le problème de son financement alors que le pays a enregistré, pour la 2<sup>ème</sup> année consécutive, des sorties nettes d'IDE de -45,7 Mds ZAR, après -20,6 Mds ZAR.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Afrique du Sud : Moody's place la note souveraine sous revue

L'agence Moody's a placé la note souveraine de l'Afrique du Sud, actuellement à Baa2, soit deux crans de la catégorie spéculative, sous revue en vue d'un probable déclassement. Cette décision est justifiée par la faiblesse de l'activité, *Moody's* prévoyant une croissance de 0,5 % en 2016, et son impact sur les finances publiques. L'agence a indiqué suivre avec attention l'évolution du ratio de dette publique, qui a crû de près de 10 points de PIB en à peine 4 ans, de 41 % en 2012/13 à 50,5 % en 2015/16. La décision de placer la notation de la dette du pays à un cran de la catégorie spéculative rejoindrait les classements des deux autres grandes agences, Fitch et S&P.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Angola: nomination d'un nouveau gouverneur

Le président angolais a remplacé, officiellement « à sa demande », Jose Pedro de Morais, au poste de gouverneur de la Banque centrale, au terme de 14 mois d'exercice, par Valter Filipe Duarte da Silva, avocat de formation et peu connu des marchés. Le remplacement inattendu de Jose Pedro de Morais, alors que l'économie est confrontée à des tensions très vives, illustrées par l'écart considérable entre le taux de change officiel et le cours au marché noir, apparaît comme un aveu d'impuissance de la politique monétaire. Ce remplacement soudain interpelle quant à l'indépendance de l'institution. L'ex-gouverneur pourrait avoir eu à payer ses récentes déclarations sur la chute de 40 % des devises entrantes en 2015 et un possible repli de 50 % en 2016.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Angola : les investissements productifs pénalisés

Face au repli des recettes pétrolières qui met à mal le budget fondé sur un prix du baril à 45 USD, le ministère des Finances a été autorisé à procéder à des coupes allant jusqu'à 40 % pour les dépenses de fonctionnement, 15 % sur les transferts courants et 80 % sur les dépenses d'acquisition de biens de capital fixe. Les recettes pétrolières, qui représentaient 75 % des recettes fiscales totales et 50 % du PIB du pays, il y a un an, n'y participent plus que pour respectivement 55 % et 23 % et pénalisent les investissements productifs. Cette mesure est en contradiction totale avec l'appel lancé le 11 mars par le président angolais aux entrepreneurs locaux de s'investir davantage dans la production nationale.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Angola : les Brésiliens en appui de la diversification industrielle

Le Brésil, pour qui l'Angola est le troisième partenaire commercial en Afrique, avec des flux en augmentation de 36 % depuis 2009 (47 Md USD à 199 Md en 2013), intensifie ses investissements dans le pays. Un protocole d'entente d'un montant de 4 M USD a été signé le 15 mars entre la Communauté des entreprises exportatrices et internationales de l'Angola (CEEIA) et le groupe brésilien Costa Negócios, pour fournir un soutien technique et financier à l'agriculture. Le groupe, déjà investi dans de nombreuses fermes dans la province de Kuando Kubango, compte produire 250 000 tonnes de maïs et 150 tonnes de soja.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Mozambique : offre de restructuration des obligations EMATUM

Les autorités ont proposé aux détenteurs des coupons de *loan participation notes* de l'entreprise publique EMATUM une restructuration de la dette portant sur les 697 M USD restants en swapant les coupons contre des obligations souveraines en dollars US avec une échéance à 2023 contre 2020 précédemment, assorties d'une décote de 20 %. Ces dernières semaines, les rendements des *loan participation notes* se sont envolés, reflétant la défiance des investisseurs. En cas d'accord, le coût annuel pour les finances publiques passerait de 200 M USD par an à 80 M USD. Le mois dernier, l'agence de notation S&P avait averti qu'une éventuelle modification de la maturité et/ou décote pourrait être interprétée comme un défaut souverain.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Namibie : le déficit commercial au plus haut depuis 10 ans

En 2015, le déficit commercial s'est fortement creusé, de +43,1 %, à 39,2 Mds N\$ (2,6 Mds USD) contre un déficit de 27,4 Mds N\$ (1,8 Md USD) en 2014. Le déficit, qui équivaut à 24,9 % du PIB, est le plus élevé des 10 dernières années. Les importations ont crû de 6 % à 97,6 Mds NAD, portées par une demande soutenue en essence, véhicules et machines électriques, alors que les exportations ont baissé de -9,8 % à 58,4 Mds NAD, du fait de la contraction marquée des exportations de cuivre et de zinc, ainsi que de la faiblesse des prix du gemme, le diamant comptant pour un tiers des ventes. Le net repli des exportations a reflété la décélération généralisée de l'activité dans la région couplée à l'atonie de la demande mondiale en minerais.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Zimbabwe : aggravation des déséquilibres (mission Article IV)

Au titre de sa mission article IV, le FMI a souligné le besoin d'une réponse cohérente de politique économique face à la détérioration des perspectives, l'économie étant en déflation depuis 2 ans, conséquence de la faiblesse de la consommation intérieure, du manque de liquidités, des faibles prix des matières premières et de l'appréciation du dollar. A ce constat s'ajoutent les conséquences de la sécheresse. Les dernières prévisions font état d'une croissance inférieure à 1 % en 2016. Le Fonds donne néanmoins un satisfecit aux autorités s'agissant de l'atteinte des cibles quantitatives du programme de référence mais appelle à un surcroît de discipline budgétaire et au règlement de la question des arriérés de paiements.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Moody's place sous revue la note du Nigéria

L'agence Moody's a placé la note souveraine du Nigéria (actuellement classée Ba3 avec une perspective stable) sous examen avec possibilité de révision à la baisse, afin d'évaluer l'impact de la chute des prix du pétrole sur la performance de l'économie du pays et d'étudier les réponses apportées par les pouvoirs publics. Le communiqué de l'agence de notation souligne la dépendance de l'économie nigériane aux recettes pétrolières : 90 % des exportations et 40 % des recettes publiques consolidées. L'agence rappelle également que le pays met en place des réformes, notamment destinées à élargir sa base fiscale et à assainir la compagnie pétrolière nationale.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Nigéria : l'inflation a atteint 11,4 % en février 2016

En glissement annuel, l'inflation a atteint 11,4 % en février, contre 9,6 % en janvier. L'inflation sous-jacente a augmenté à 11 %, contre 8,8 % en janvier tandis que les prix alimentaires ont connu une hausse de 11,3 %, contre 10,6 % le mois précédent. Enfin, la hausse des prix en zone urbaine s'est établie à 12,2 % en février contre 9,7 % en janvier, tandis qu'en zone rurale l'inflation a atteint 10,7 % contre 9,5 % le mois précédent. Le taux d'inflation est pour la première fois supérieur à 10 % depuis décembre 2012, conséquence d'une hausse des prix alimentaires et des mesures de contrôle des changes qui renchérissent les importations.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Ghana : l'inflation atteint 18,5 % au mois de février 2016

En février, l'inflation en glissement annuel a légèrement diminué, pour atteindre 18,5 % contre 19 % en janvier, principalement sous l'influence des prix des biens non-alimentaires (hausse de 24,5 %). Les hausses ont majoritairement concerné l'eau, l'électricité, le gaz et l'essence, de même que les transports. Les prix des produits alimentaires ont quant à eux affiché une augmentation de 8,3 % (principalement eau minérale et boissons non alcoolisées, cacao). La hausse des prix des produits importés s'est élevée à 18,3 %, en légère baisse par rapport à janvier (18,7 %).

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Ghana : les licenciements en forte hausse en 2015

Environ 5 000 personnes ont été licenciées au Ghana en 2015, en raison des conditions économiques difficiles (forte volatilité des prix des matières premières, forte dépréciation du cedi, crise énergétique). D'après le président de l'Association des employeurs ghanéens, le coût élevé du crédit, la forte inflation, de même que la contrefaçon et la contrebande affectent sérieusement l'environnement des affaires et donc l'emploi au Ghana.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Bénin : le second tour des élections présidentielles se tiendra le 20 mars

La Cour constitutionnelle a proclamé, dimanche 13 mars, les résultats provisoires du premier tour du scrutin présidentiel et confirme les grandes tendances annoncées par la Commission électorale nationale autonome (Cena), et le second tour entre le Premier ministre Lionel Zinsou (858 080 voix, 27,11 %) et Patrice Talon (746 528 voix, 23,52 %). Arrivé 3<sup>ème</sup>, Sébastien Ajavon (698 684 voix, 22,07 %) a déclaré son soutien à Patrice Talon pour le second tour de l'élection qui se tiendra ce dimanche 20 mars.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Côte d'Ivoire : le gouvernement baisse les prix des bouteilles de gaz

En application du mécanisme d'ajustement automatique des prix des produits pétroliers, les prix des bouteilles de gaz ont été revus à la baisse : la bouteille de 6 kg reste inchangée à 3,05 EUR, la bouteille de 12,5 kg passe de 7,93 EUR à 7,40 EUR (-7 %), celle de 28 kg passe de 19,82 EUR à 16,58 EUR (-16 %).

✉ [Benoit.massuyeau@dgtresor.gouv.fr](mailto:Benoit.massuyeau@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : augmentation de 24 % du chiffre d'affaires dans le secteur minier en 2015

Malgré la baisse des cours, la Côte d'Ivoire a enregistré un bilan globalement positif de son secteur minier. La production industrielle d'or est passée de 20 tonnes en 2014 à 23,5 tonnes en 2015. Celle du manganèse, par contre, a connu une baisse de 23 % (362 000 à 263 178 tonnes entre 2014 et 2015). Le chiffre d'affaires du secteur minier s'est élevé à 730 M EUR contre 587 M EUR en 2014, soit une hausse de 24 %. Le secteur représente 6 600 emplois directs et 18 000 emplois indirects. Les investissements d'exploration et d'exploitation en 2015 se sont élevés à 117 M EUR.

✉ [Benoit.massuyeau@dgtresor.gouv.fr](mailto:Benoit.massuyeau@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Guinée : accord du FMI pour les sixième et septième revues du programme FEC

Le Conseil d'administration du FMI a donné son accord le 14 mars 2016 pour le décaissement prévu à l'issue des sixième et septième revues du programme au titre de la facilité élargie de crédit (FEC). La décision du Conseil d'administration permet le versement immédiat des 18,36 millions de DTS (environ 25,6 M USD), ce qui porte le total des décaissements au titre de l'accord à 155,3 millions de DTS (environ 216,7 M USD). Le Conseil d'administration a également approuvé une demande de prolongation du programme FEC en vigueur jusqu'à fin octobre 2016 pour permettre l'évaluation de l'exécution du programme à fin juin 2016 et un rééchelonnement des décaissements restants au titre de l'accord.

✉ [lognara.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:lognara.traore@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Niger : situation budgétaire difficile

Le ministre de l'Economie et des finances, Saidou Sidibé, a indiqué que la situation budgétaire de l'Etat s'était dégradée en 2015, notamment du fait de la réduction des recettes fiscales. La réalisation pour 2015 a été de 486 Mds FCFA pour un objectif de 596,5 Mds FCFA. Ce résultat est notamment dû à l'arrêt pendant deux mois de la raffinerie. La contraction des revenus douaniers est également en cause (objectif 2015 : 206 Mds XOF, réalisation 2015 : 188 Mds XOF), suite à la baisse des importations « officielles » nigériennes. Enfin, il a été constaté une augmentation de la masse salariale de l'Etat en 2015 (recrutement de contractuels). Dans ce contexte, le ministre prépare une loi de finances rectificative qui prévoit une réduction drastique des investissements sur ressources internes et à la révision à la baisse des recettes douanières.

✉ [pascal.carrere@dgtresor.gouv.fr](mailto:pascal.carrere@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Sénégal : deuxième revue du programme ISPE avec le FMI

Une mission du FMI a séjourné au Sénégal du 1<sup>er</sup> au 11 mars dans le cadre de la deuxième revue du programme ISPE en cours avec le pays. Le FMI se montre satisfait de la situation socio-économique et financière du pays, en saluant les efforts des autorités pour améliorer la gestion financière. La croissance pour 2015 se situe à 6,5 %, s'alignant ainsi sur les prévisions des autorités. L'inflation est maîtrisée à 0,1 %. Sur le plan budgétaire, l'objectif d'un déficit de 4,8 % en 2015 a été atteint. Les perspectives à court terme paraissent robustes. En 2016, la croissance a été révisée à la hausse (6,6 % contre 6,4 % initialement prévu), l'inflation devrait demeurer faible et le déficit poursuivre sa tendance baissière pour se situer à 4,2 %. Malgré ces avancées, le FMI s'inquiète du rythme lent de mise en œuvre des réformes, notamment en matière de gouvernance économique.

✉ foly.ananou@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Togo : trafic aéroportuaire en hausse de 12 % en 2015

Le trafic aéroportuaire est en augmentation de 12,4 % en 2015, pour atteindre 693 000 passagers. Cette hausse est à mettre en relation avec l'augmentation des rotations, puisque 6 474 mouvements d'aéronefs ont été enregistrés en 2015, contre 5 448 en 2014 (+18,8 %), liée à la montée en puissance d'Asky, et à des rotations supplémentaires de compagnies existantes (doublement des rotations Brussels Airlines). En 2016, l'augmentation du nombre de rotations par Air France (rotations supplémentaires via Niamey, soit 7 rotations hebdomadaires au total), la liaison Addis-Abeba/Lomé/New-York annoncée pour juillet par la compagnie Ethiopian Airlines, et la mise en fonction programmée de la nouvelle aérogare pourraient confirmer cette augmentation.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Togo : la BOAD lance une nouvelle émission de bons de 70 Mds FCFA

La Banque ouest-africaine de développement (BOAD) compte mobiliser 70 milliards de FCFA. Elle a lancé le 22 février dernier, une nouvelle émission de bons pour une maturité de 7 ans.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Congo : Fitch et Moody's dégradent la note souveraine

Les agences Fitch et Moody's ont abaissé d'un cran la note souveraine de la République du Congo, la première de B+ à B et la seconde de Ba3 à B1, en plaçant le pays sous surveillance négative. Tout comme S&P et Moody's, Fitch a aussi fait rentrer les titres émis par le Congo dans la catégorie des obligations "hautement spéculatives". Cette dégradation s'explique notamment par la chute des cours du pétrole, dont les recettes représentent 69 % des recettes publiques et 80 % des exportations en 2015. Fitch prend également note des hausses de salaires et certains investissements coûteux qui pèsent sur le budget de l'État. Le déficit budgétaire pourrait atteindre 13,4 % du PIB en 2016.

✉ arthur.berthet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tchad : ralentissement de la croissance sous l'effet de la contraction du secteur non pétrolier**

Selon les dernières données publiées par les autorités, après une croissance du PIB de 6,9 % en 2014, le taux de croissance se serait réduit à 3,3 % en 2015. Ceci est la résultante d'une croissance de 30,1 % du PIB pétrolier, permise par l'augmentation de la production à 150 000 barils/jour, et de la contraction de 0,7 % du PIB non pétrolier. Le secteur agricole serait en recul, avec une production céréalière en baisse de 11,7 % en raison (i) des mauvaises conditions climatiques, (ii) d'une baisse de la production de sucre liée à la montée de la contrebande et (iii) d'une baisse des exportations de bétail induite par l'insécurité aux frontières. Les secteurs secondaires et tertiaires sont affectés par la détérioration des conditions de sécurité, la baisse des dépenses publiques et l'accumulation des arriérés de paiements intérieurs.

✉ francois.giovalucchi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : l'indice de référence du marché boursier en recul de 7,46 % en 2015**

L'indice de référence de l'*Uganda Securities Exchange* (USE), principale place boursière ougandaise, a reculé de 7,46 %, passant de 1 905,85 points au début 2015 à 1 763,75 points à la fin de l'année. L'USE a imputé ce recul aux moins bonnes performances des sociétés étrangères cotées à la fois en Ouganda et sur d'autres places boursières. Ces sociétés, principalement kényanes, représentent 8 des 16 sociétés cotées. L'indice rendant compte des performances des 8 sociétés ougandaises a quant à lui augmenté de 29,3 %. Au total, 890 millions d'actions ont été échangées en 2015 sur l'USE, pour une valeur totale de 55,7 M USD.

✉ nina.llado@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : 57% des recettes publiques consacrées aux salaires des fonctionnaires en février**

Le ministère des Finances et de la planification a annoncé que 573,7 Mds TZS (236,6 M EUR), soit 57 % des revenus collectés par l'Etat, ont été consacrés au versement des salaires des fonctionnaires en février. L'économiste tanzanien Donat Olomi estime nécessaire d'accroître la productivité de la fonction publique. Selon le directeur de la fonction publique, Ombeni Sefua, ce ratio démontre avant tout la collecte insuffisante des recettes publiques, et indique que les mesures initiées par le président depuis novembre 2015 devraient permettre de les réduire. La TRA a annoncé une collecte record de 583 M EUR en janvier 2016, comparé à une moyenne mensuelle de 374 M EUR.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

## ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

---

### ▼ Gabon : nouveau Code forestier en préparation

La gestion durable des ressources naturelles est déterminante des politiques de développement. C'est ainsi que, soucieux de réformer son code forestier tel qu'issu de la loi n°016/2001 portant sur le Code forestier en République gabonaise, l'État gabonais entend soumettre un projet de loi à l'Assemblée nationale dans les prochaines semaines. Il s'agit également de mieux contribuer à la lutte contre l'exploitation illégale des ressources forestières.

✉ [sophie.pignon@twobirds.com](mailto:sophie.pignon@twobirds.com)

### ▼ Nigéria : suspension de l'un des vice-gouverneurs de la Banque centrale

L'intéressé aurait répondu à des emails de spam sans en avoir vérifié l'authenticité et enfreint la procédure de déblocage de fonds alors que le gouverneur et plusieurs responsables de la Banque étaient en Chine le mois dernier. Sur 441 000 USD versés aux pirates, seuls 251 000 USD ont pu être bloqués. Par ailleurs, la Banque centrale du Nigéria est également sous le feu des critiques pour avoir recruté de façon discrétionnaire 900 employés – parmi lesquels des proches de personnalités politiques, selon certaines sources – ne respectant aucune règle de transparence ni d'équilibre géographique

✉ [victor.berenger@dgtresor.gouv.fr](mailto:victor.berenger@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ghana : les erreurs financières et irrégularités du secteur public ont coûté près de 420 M EUR en 2014

Le rapport général du commissaire aux comptes pour l'année fiscale 2014 évalue les pertes dues aux erreurs financières des institutions publiques à près de 420 M EUR. Ces irrégularités représentent une faille majeure des contrôles internes, dont le secteur de l'énergie tient la tête, totalisant près de 400 M EUR de pertes. Ainsi, le rapport préconise d'intensifier les efforts en matière de gestion des finances publiques, afin de recouvrer ces sommes.

✉ [caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr](mailto:caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ghana : projet de révision du *Rent Act*

Le gouvernement, par l'intermédiaire du ministre du Logement, élabore actuellement une révision du *Rent Act*, qui sera soumise au parlement. Actuellement, le *Rent Act* permet aux propriétaires d'exiger le paiement de six mois de loyer à la signature du bail, limite rarement respectée puisque la norme se situe entre un et trois ans d'avance. La nouvelle loi permettrait au locataire de payer mensuellement le loyer, avec une possibilité pour le propriétaire de demander une avance de trois mois lors du premier paiement. Cette révision fait partie des mesures que le gouvernement souhaite mettre en place afin de palier au déficit de logement.

✉ [caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr](mailto:caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Cameroun : tenue du *Cameroun Business Forum* à Douala**

La session 2016 du CBF regroupant membres du gouvernement et représentants du secteur privé s'est tenue le 15 mars. 23 recommandations destinées à améliorer le climat des affaires ont été adoptées. Les plus importantes concernent la réduction du capital minimum des sociétés, l'accès à l'électricité, l'accès au crédit et la facilitation du commerce transfrontalier. Le ministre des Finances Alamine Ousmane Mey a insisté sur la nécessité de mieux communiquer sur les réformes effectuées.

✉ [francois.giovalucchi@dgtresor.gouv.fr](mailto:francois.giovalucchi@dgtresor.gouv.fr)

## PROJETS ET FINANCEMENTS

---

### ▼ Le *New Deal* pour l'énergie en Afrique, l'engagement de la BAfD

Afin notamment de faciliter l'accès pour les populations africaines à l'énergie d'ici 2025, la BAfD a mis en place un programme appelé *New Deal*. Sa mise en œuvre prévoit notamment l'adoption de cadres réglementaires propices à l'investissement : tarifs attractifs, allocation optimisée des risques entre les parties prenantes, préparation des modèles de contrats d'achat d'électricité (PPAs), etc. Au terme de ce programme, l'ambition est de porter le taux d'électrification du continent africain de 43 à 97 %.

✉ [sophie.pignon@twobirds.com](mailto:sophie.pignon@twobirds.com)

### ▼ Sénégal : inauguration de Teranga Capital, premier fonds d'impact dédié aux PME

Teranga Capital, le fonds d'impact sponsorisé par Investisseurs et Partenaires (I&P), a officialisé le lancement de ses activités à Dakar le 15 mars, en présence de Jean-Michel Severino, président d'I&P, et d'Olivier Furdelle, directeur de Teranga Capital. Le fonds investira dans des PME dont les besoins de financement se situent entre 75 000 et 300 000 euros et appuiera techniquement les entreprises de son portefeuille. I&P confirme son ambition de proposer des solutions de financement adaptées aux PME africaines, et souhaite incuber 10 fonds d'investissement dans 10 pays africains à l'horizon 2026. I&P a investi 75 M EUR dans près de 60 entreprises dans 15 pays d'Afrique subsaharienne.

✉ [news@35nord.com](mailto:news@35nord.com)

### ▼ Nigéria : General Electric Capital participera au financement d'un projet de génération électrique de 500 MW

La société nigériane Bresson AS vient d'annoncer qu'elle allait recevoir le soutien de General Electric Capital dans le cadre de son projet de génération électrique par combustion de gaz de Magoboro, situé dans l'état d'Ogun (nord de Lagos). Le vice-président Osinbajo s'est prononcé en faveur du développement rapide de ce projet qui permettra à terme de générer l'équivalent de 10 % de la capacité du réseau national.

✉ [thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr](mailto:thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ IHS prend le contrôle de 1 200 tours supplémentaires au Nigéria

Le gestionnaire panafricain de tours IHS Tower Africa, gérant actuellement 23 300 tours dans plusieurs pays africains dont le Nigéria, Cameroun, Rwanda, Zambie et la Côte d'Ivoire, a annoncé le 10 mars avoir racheté Helios Towers Nigeria et ses 1 211 tours de télécommunications. Une telle transaction conforte la place de leader d'IHS sur la commercialisation des services de *tower sharing* aux opérateurs de téléphonie mobile et fournisseurs d'accès à internet. En 2014, plusieurs investisseurs (dont Wendel et la famille Peugeot) ont participé à l'augmentation du capital d'IHS pour 2 Mds USD permettant ainsi au groupe de procéder à des rachats massifs d'antennes en Afrique.

✉ [jean.salleras@businessfrance.fr](mailto:jean.salleras@businessfrance.fr)

▼ **Togo : lancement du Programme d'urgence de développement communautaire**

Officialisé en février, le Programme d'urgence de développement communautaire (PUDC), d'un montant total estimé à 155 Mds FCFA (environ 258 M USD) sur 3 ans prévoit, entre autres, une aide aux populations rurales et vulnérables du pays. Soutenu par le PNUD, le PUDC sera exécuté sur la période 2016-2018 (30 M USD dès 2016). Inspiré du modèle déjà lancé au Sénégal, le PUDC comprend quatre volets majeurs : le développement des infrastructures socio-économiques de base, le renforcement des capacités institutionnelles des acteurs nationaux et locaux, le développement de l'entrepreneuriat rural et la création d'un système de géolocalisation des infrastructures.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ **RCA : Octroi d'un important financement du fonds saoudien de développement**

Le gouvernement a signé avec le FSD une convention de prêt de 77 M USD pour la réhabilitation de centres de santé, la réhabilitation d'un lycée, la construction d'amphithéâtres et d'une clôture à l'Université de Bangui, la rénovation de l'AEP Bangui, la réhabilitation du tarmac de l'aéroport et le bitumage de la route du dit aéroport.

✉ francois.giovalucchi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Microcred Sénégal va lever 8 milliards de FCFA**

Le groupe de microfinance, numéro deux au Sénégal, sera la première entreprise du secteur à réaliser un emprunt sur le marché obligataire en Afrique de l'Ouest francophone. La filiale du groupe français va être la première institution de microfinance à émettre un emprunt privé à la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM). L'émission, qui porte sur des obligations d'une maturité de cinq ans, devrait être bouclée en juin. Actif au pays de la Teranga depuis 2007, Microcred Sénégal s'est glissé dans le peloton de tête d'un secteur très concurrentiel qui compte plus de 380 institutions de microfinance actives dans le pays, un total de 2,25 millions de clients et un encours de crédits de 264 milliards de FCFA (402 M EUR) au 30 juin 2015.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ **Ethiopie : «L'Œil de l'Afrique», projet immobilier chinois de 600 M USD, débutera en juin 2016**

«L'Œil de l'Afrique», projet immobilier de 375 hectares dans la baie de Djibouti-ville entre la zone franche portuaire et le terminal de conteneurs de Doraleh, devrait débuter en juin 2016, accusant un retard d'1 an, dû à la définition du tracé de la future ligne ferroviaire qui rejoindra le port depuis Addis-Abeba. Le groupe chinois Touchroad International Holdings, en partenariat avec le groupe industriel local Halt, est le promoteur de ce projet de plus de 600 M USD. Ce projet 100 % écologique, comprendra un *mall*, des complexes de bureaux, des résidences, villas, hôtels de luxe, une marina, un hôpital et une université.

✉ Magali.pialat@businessfrance.fr

▼ **Rwanda : financement de l'amélioration du réseau électrique par le Japon**

Le ministre des Finances rwandais, Claver Gatete, et le gouvernement japonais ont signé un accord d'un montant de 18,4 M USD portant sur l'amélioration du réseau de distribution d'électricité dans la ville de Kigali, qui consomme 64 % de la production nationale. Les fonds seront principalement alloués à l'achat de matériel et à la réhabilitation de plusieurs sous-stations, afin de stabiliser la distribution et de diminuer le niveau de pertes techniques d'électricité. Rwanda Energy Group, en charge de la gestion de l'électricité au Rwanda, a pour objectif de réduire le taux de pertes de 23 à 15 %. Il devrait importer de l'électricité du Kenya à partir d'avril 2016, puis d'Éthiopie à partir de 2018.

✉ [loic.agostini@diplomatie.gouv.fr](mailto:loic.agostini@diplomatie.gouv.fr)

▼ **Soudan : restructuration de la dette soudanaise due à la Russie**

Le Soudan et la Russie seraient en discussion pour restructurer la dette soudanaise due à la Russie, d'un montant de 19 M USD. Le Soudan en avait fait la demande il y a un an. Cela permettrait de nouveaux financements russes, en particulier dans le domaine des infrastructures. Dans le domaine civil, une filiale de Gazprom a commencé une production d'or à petite échelle au Soudan.

✉ [olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr](mailto:olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr)

## SECTEURS D'ACTIVITES

---

### ▼ Agriculture et agroalimentaire

#### ▼ Afrique du Sud : 1,1 Md ZAR d'aides d'urgence en raison de la sécheresse

1,1 Md ZAR (66 M EUR) ont été alloués dans le budget 2016/17 au titre des mesures d'urgence liées à la sécheresse pour soutenir en priorité les petits agriculteurs noirs en difficulté. A cela s'ajoutent les interventions de la banque publique agricole, Land Bank, sous la forme d'un report de crédits jusqu'à 2 ans et l'octroi de prêts à taux bonifiés pour soutenir la relance de la production pour un montant total de 400 M ZAR. Ce montant consacré apparaît cependant nettement en deçà des besoins estimés par les professionnels, à hauteur de 11,6 Mds ZAR, pour permettre une aide d'urgence et surtout une relance de la production pour la prochaine campagne.

✉ [guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr](mailto:guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ Angola : la province de Kuando Kubango parie sur l'agro-alimentaire

La province de Kuando Kubango entend développer une agriculture s'appuyant sur des technologies de pointe. Elle permettrait d'endiguer l'insécurité alimentaire qui affecte la région, pourtant riche en terres arables et en eau. Des Brésiliens (50 fermes d'élevage bovins), Soudanais (culture du maïs, blé et soja), Italiens (construction d'un abattoir de 50 M USD), et Argentins (création d'un pôle agro-alimentaire dédié aux céréales) se sont positionnés. Le lancement du pôle de Menongue, financé sur lignes de crédit chinoises, va être accéléré. Sont programmées l'installation de 50 exploitations dans l'élevage bovin et le bois dans les régions de Cuito Cuanavale et Nancova et la mise en place d'une filière miel à Cuchi.

✉ [catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr](mailto:catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ Zambie : visite en France du ministre délégué de l'Agriculture et de l'élevage

Maxas Bweupe Ng'Onga s'est rendu en France du 26 février au 4 mars, à l'invitation du ministre de l'Agriculture Stéphane Le Foll, pour participer au 53<sup>ème</sup> salon international de l'agriculture. Il a également rencontré le CIRAD, l'AFD, AXEMA et l'ADEPTA. Cette dernière a également organisé des rencontres avec des entreprises françaises intéressées par le pays, parmi lesquelles In Vivo, Charriau, Pichon, Lactalis ou encore Semmaris.

✉ [guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr](mailto:guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ Zimbabwe : le gouvernement envisage de compenser les fermiers blancs expropriés

Le ministre des Finances zimbabwéen a annoncé cette semaine le projet de fonds de compensation destiné aux agriculteurs blancs expropriés de leurs exploitations, parfois très violemment, au début des années 2000. Le plan de compensation tiendra compte à la fois des équipements et installations agricoles construites à l'époque, ainsi que de la valeur des terres saisies. Même si de nombreux éléments précis, notamment sur la réalité de l'estimation des pertes subies et la capacité même des autorités à abonder ce fonds, restent à éclaircir, cette annonce traduit la volonté du Zimbabwe de normaliser ces relations avec la communauté internationale et les institutions financières.

✉ [guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr](mailto:guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Sénégal : la stratégie des grands moulins de Dakar face à la croissance du secteur avicole**

Les grands moulins de Dakar (GMD) anticipent la forte croissance du secteur avicole sénégalais en démarrant une nouvelle unité de production d'aliment de volaille. La nouvelle unité industrielle, proche du port de Dakar, dont la capacité de production se situe entre 4 000 et 5 000 tonnes par mois, a nécessité des investissements d'une valeur de 3 milliards de FCFA (4,6 M EUR). Elle emploie 300 personnes. Cet investissement s'inscrit dans le cadre de la stratégie des GMD d'accompagnement de la forte croissance que connaît la filière de l'alimentation avicole au Sénégal depuis près d'une décennie.

✉ [redaction@jeuneafrique.com](mailto:redaction@jeuneafrique.com) - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ **Ethiopie: « Chef Yohanis » cherche des partenaires pour développer des produits alimentaires transformés**

24 millions d'éthiopiens suivent l'émission culinaire «Chef Yohanis» chaque semaine. Formé à l'Institut Paul Bocuse, ses recettes sont testées par le département des sciences de l'alimentation d'Addis-Abeba et il finalise un projet similaire à mangerbouger.fr. En plus du restaurant familial et de sa ferme de 21 hectares, CY cherche des partenaires dans le secteur agroalimentaire pour produire et distribuer, en local et à l'export, des produits alimentaires sous marque CY: produits laitiers, pâtes à base de teff (céréale éthiopienne sans gluten) et de mélanges d'épices pour la grande distribution, plats préparés, etc.

✉ [Magali.pialat@businessfrance.fr](mailto:Magali.pialat@businessfrance.fr)

▼ **Ethiopie: opportunités dans le secteur des emballages agroalimentaires**

L'industrie agroalimentaire éthiopienne, en forte croissance, fait face à une pénurie d'emballages. Une délégation commerciale allemande a réuni à Addis-Abeba une quinzaine d'entreprises du secteur début mars 2016 pour nouer des partenariats et/ou répondre à la demande des entreprises locales : fournisseurs d'emballages alimentaires et de machines.

✉ [Magali.pialat@businessfrance.fr](mailto:Magali.pialat@businessfrance.fr)

▼ **Kenya : prêt de 63 M EUR pour le projet d'irrigation de Galana**

Le gouvernement israélien a accordé un prêt de 63 M EUR (à 2,3 % et d'une maturité de 15 ans) et un don de 30,5 M EUR au gouvernement kényan pour le projet d'irrigation de Galana. La première phase du projet, attribuée à l'entreprise israélienne Green Arava, consiste à mettre en place un système d'irrigation dans le sud-est du pays à travers le développement d'une ferme modèle intégrée (culture agricole, élevage, pisciculture) de 10 000 ha. La fin des travaux est prévue pour juillet. La seconde phase du projet, non démarrée, prévoit le développement d'une ferme de 81 000 ha et d'un méga-barrage. Le projet d'irrigation de Galana est un projet majeur du gouvernement kényan dans le secteur de l'agriculture.

✉ [benoit.gauthier@dgtrésor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtrésor.gouv.fr)

## ▼ Energie et matières premières

### ▼ Afrique du Sud : renouvellement du Conseil d'administration de Necsa et RFP nucléaire attendu fin mars

Le cabinet de la présidence a approuvé la nomination de Kelvin Kemm, ancien CEO de Nuclear Africa, en tant que nouveau président de Necsa, ainsi que des neuf nouveaux membres du conseil d'administration de la société publique sud-africaine d'énergie nucléaire. Ces nominations interviennent dans un contexte de stabilisation en cours de la société d'état, soumise à une forte pression pour finaliser ses états financiers annuels pour 2014/15 (Necsa accusant déjà 5 mois de retard) et amenée à jouer un rôle important dans la mise en œuvre du programme d'énergie nucléaire du pays (9 600 MW), pour lequel un appel à propositions (RFP) est attendu d'ici la fin du mois de mars.

✉ [gregory.sidrac@dgtrésor.gouv.fr](mailto:gregory.sidrac@dgtrésor.gouv.fr)

### ▼ Afrique du Sud : investissement de 21 Mds USD par Eskom dans de nouvelles centrales dans les 5 ans à venir

L'entreprise publique d'électricité ESKOM compte investir 18,9 Mds EUR au cours des 5 prochaines années dans la construction de nouvelles centrales. 4,9 Mds EUR sont déjà mobilisés pour 2016 et 2017. L'achèvement de la construction de trois nouvelles centrales est prévu pour 2018 ; lesquelles devraient permettre d'augmenter la capacité de production du pays de 5,620 GW. Le directeur général d'Eskom a souligné l'amélioration de la santé financière de la société. D'importantes économies sur divers plans ont été réalisées (notamment sur le poste d'achat en diesel), combinées à une augmentation de 22 % des bénéfices nets (660 M EUR à la fin du mois de septembre 2015).

✉ [thomas.curelli@businessfrance.fr](mailto:thomas.curelli@businessfrance.fr)

### ▼ Angola : contrat de 3 ans pour Technip Angola Engenharia Limitada

*Technip Angola Engenharia Limitada*, co-entreprise entre Technip et Sonangol, a remporté un contrat de trois ans auprès de Total E&P Angola pour des services d'ingénierie, qui comprennent l'assistance technique, le management, la supervision, la coordination ainsi que les activités liées à la fourniture des équipements. Ce contrat, qui devrait s'achever fin 2018, porte sur des services destinés à plusieurs unités flottantes de production, stockage et déchargement (FPSO) - Girassol, Pazflor, Dalia et CLOV, et couvrira également le développement des champs sous-marins associés à ces unités FPSO, situées au large de l'Angola, au niveau du block 17.

✉ [gregory.sidrac@dgtrésor.gouv.fr](mailto:gregory.sidrac@dgtrésor.gouv.fr)

### ▼ Angola : le secteur pétrolier s'adapte à la crise

L'industrie pétrolière fait état d'une hausse de 6 % des volumes de production en 2015, avec une moyenne de 1,779 millions barils jour, via la mise en production de nouveaux blocs (14, 15 et 17) et une meilleure opérationnalité des blocs 17, 18 et 31. Parallèlement, on assiste à une optimisation des coûts de production de 25 à 30 %. De son côté, la société d'état Sonangol, qui gère le secteur, tend à faciliter les opérations des groupes pétroliers, afin qu'ils puissent continuer leurs activités d'exploration et de recherche. Malgré la hausse des prix des carburants de 237,5 % entre septembre 2014 et janvier 2016, les résultats engrangés en 2015 par la Sonangol (de l'ordre 13,4 Md €) accusent un manque à gagner de 34 % sur 2014.

✉ [Catherine.dumarche@dgtrésor.gouv.fr](mailto:Catherine.dumarche@dgtrésor.gouv.fr)

### ▼ Angola : Malanje parie sur la construction de mini-hydriques

Le gouvernorat de Malanje a lancé un programme de mise en valeur du potentiel des cours d'eau à grand débit de la province par la réhabilitation et la construction de mini-hydriques, qui alimenteront en énergie les projets agricoles via des systèmes isolés. La 1<sup>ère</sup> réhabilitation de Cangandala sur le fleuve Kwanza a été confiée à l'entreprise d'ingénierie allemande Lahmeyer (filiale du groupe ENGIE). Le gouverneur souhaite attirer d'autres investisseurs nationaux et étrangers, afin de viabiliser les infrastructures datant, pour certaines, de l'époque coloniale. La province dispose déjà de 12,6 MW produits par la nouvelle centrale thermique de Malanje auxquels s'ajoutent les 12 MW du barrage de Capanda et l'énergie générée par la compagnie de bioénergie d'Angola.

✉ [Catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr](mailto:Catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Sénégal : GreenWish et Senelec lancent la construction de la centrale solaire Senergy II

L'entreprise publique d'électricité Senelec et GreenWish Partners, une société française de développement et d'investissement dans les énergies renouvelables, ont démarré la construction du projet Senergy II, une centrale photovoltaïque d'une puissance de 20 MW implantée dans le nord du Sénégal, à Bokhol. La centrale sera la première unité de production solaire de cette envergure à entrer en production en Afrique de l'Ouest et Centrale, en octobre 2016. Le projet donnera accès à l'électricité à près de 200 000 personnes et permettra d'éviter 25 000 tonnes d'émission de CO2 chaque année. GreenWish a pour ambition de développer, construire et financer un portefeuille de 600 MW en Afrique subsaharienne d'ici à 2020.

✉ [news@35nord.com](mailto:news@35nord.com)

### ▼ Nigéria : les achats directs de produits pétroliers par la NNPC vont débiter en mars

La NNPC va mettre fin en mars aux accords de raffinage à l'étranger et les remplacer par un système d'achat/vente direct. Dans le cadre de ces accords, la NNPC allouait du pétrole brut à plusieurs entreprises, qui en contrepartie importait des produits pétroliers raffinés pour son compte. L'administration actuelle a mis fin à ces contrats et les a remplacés par de nouveaux accords de raffinage à l'étranger. Malgré ce changement, la NNPC continuait de perdre une part significative de ses revenus pétroliers à cause des intermédiaires, et a donc décidé de revoir l'ensemble du processus, en le remplaçant par un système d'achat/vente direct. Ce nouveau système doit être mis en place au cours du mois de mars.

✉ [victor.berenger@dgtresor.gouv.fr](mailto:victor.berenger@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Nigéria : la NNPC aurait retenu 16 Mds USD de revenus pétroliers en 2014

D'après l'auditeur-général du Nigéria, la NNPC n'aurait pas transmis en 2014 plus de 16 Mds USD au Trésor public nigérian. La constitution oblige la NNPC à transmettre ses revenus pétroliers au gouvernement, comptant pour 70 % des recettes publiques, et une partie lui est ensuite reversée dans le cadre du budget. En 2014, le gouverneur de la banque centrale, Lamido Sanusi, avait été suspendu, après avoir accusé la NNPC d'avoir retenu 20 Mds USD entre janvier 2012 et juillet 2013.

✉ [victor.berenger@dgtresor.gouv.fr](mailto:victor.berenger@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ghana : possibles perturbations de l'approvisionnement en électricité

A la suite de l'arrivée au début du mois du second FPSO Atta Mills, le FPSO Kwame Nkrumah doit subir des travaux d'inspection et de maintenance entraînant une suspension de son activité pour deux semaines. Cet arrêt devrait se traduire par une baisse de production de l'électricité de 250 MW, la centrale AMERI alimentée exclusivement au gaz. Le ministère de l'Energie a affirmé que des mesures vont être prises pour en limiter l'impact sur l'approvisionnement en électricité, notamment grâce l'achat de pétrole brut afin d'alimenter les centrales d'Aboadze dans la région Ouest.

✉ gwenole.jan@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Ghana : nouvelle polémique sur un contrat dans le secteur électrique

Des interrogations se font jour quant à une surfacturation possible d'un projet d'électrification dans les zones rurales d'un montant de 92 M USD. Le contrat a été signé avec l'entreprise chinoise Hunan Construction and Engineering Group et son agent local Smarttys Production Ltd. Ce dernier a également été impliqué dans une récente controverse sur une campagne publicitaire dans le réseau de transports publics ayant entraîné la démission de la ministre des Transports. De son côté, le vice-ministre de l'Electricité affirme que le projet signé avec les chinois aurait permis une économie de 9 M USD.

✉ gwenole.jan@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Cameroun : les revenus des hydrocarbures ont reculé en 2015

Les productions pétrolière et gazière du pays sont en nette hausse à 34,9 millions de barils et 12,7 milliards de pieds cubes respectivement en 2015, d'après la Société nationale des hydrocarbures (SNH). Les revenus quant à eux baissent de -17,4 % et -6 % par rapport à 2014. Cette embellie de la production ne se reflète pas dans les recettes, dans la mesure où le secteur enregistre une baisse de ses revenus du fait de la chute des cours du baril durant l'année écoulée. Le pétrole rapporte 1 053 milliards de FCFA (1,6 Md EUR), soit une baisse de -17,4 % par rapport à 2014, tandis que la vente du gaz recule de -6 %, pour s'établir à 14,3 milliards de FCFA.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

### ▼ Madagascar : le groupe Dangote en mission de prospection

Le milliardaire nigérian Aliko Dangote, qui a fait fortune dans la cimenterie au Nigéria et qui diversifie ses activités notamment dans l'énergie, envisage d'investir à Madagascar dans la production électrique. Le directeur général de Dangote Sénégal, Serigne Mbacké, après avoir rencontré le Premier ministre malgache lors de son déplacement à Paris du 23 février au 1er mars 2016, s'est rendu à Madagascar pour y préparer la visite du président du groupe Dangote.

✉ hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Madagascar : la réfection de la centrale de Mandroseza bloquée

Le contrat en BOT signé en août 2015 par la société américaine Symbion Power pour la réhabilitation de la centrale de Mandroseza (40 MW) risque aujourd'hui d'être remis en cause par les autorités malgaches. Les travaux accusent d'importants retards alors que la JIRAMA n'a pas versé la caution de 3 M USD toujours attendue par Symbion pour commencer la réfection des 4 groupes de la centrale. Par ailleurs, les négociations entre Symbion et Wartsilä, constructeur devant fournir les pièces détachées, n'ont pas encore abouti. Il semble donc peu probable que cette centrale soit réhabilitée d'ici la période d'été (juillet), alors que sa remise en production est essentielle pour garantir l'approvisionnement électrique de la capitale.

✉ hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : renouvellement d'un accord de bonne gouvernance pétrolière entre la Norvège et le Soudan**

La Norvège et le Soudan ont renouvelé un accord quadriennal de bonne gouvernance pétrolière au Soudan, dans le cadre du programme norvégien *Oil for development* initié en 2005. Ce programme concerne actuellement onze pays, et la Norvège est impliquée dans ce secteur depuis 2006 au Soudan. Il s'agit d'une coopération institutionnelle entre acteurs publics des deux pays, qui se concentre sur la politique pétrolière incluant le cadre juridique et institutionnel, la gestion des ressources et la gestion de l'hygiène, de la sécurité et de l'environnement. Ce programme permet actuellement au Soudan de redéfinir sa politique pétrolière après la partition du pays en 2011.

✉ [olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr](mailto:olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Seychelles : JOGMEC, obtient une prolongation de son permis d'exploration pétrolière**

La compagnie d'exploration pétrolière japonaise JOGMEC a obtenu du gouvernement seychellois une prolongation de 24 mois de son permis d'exploration en mer. JOGMEC, en collaboration avec PetroSeychelles, et a mené, depuis 2013, des études géologiques et géophysiques dans la zone en vertu de la licence d'exploration accordée par le gouvernement seychellois. Par ailleurs, la compagnie Afren Plc (qui a récemment fait faillite) et la compagnie australienne WHL Energy se sont, quant à elles, retirées des travaux d'exploration dans la zone économique exclusive des Seychelles (1,4 million de km<sup>2</sup>), conséquence de la chute des cours du baril de pétrole.

✉ [patricia.lenette@dgtresor.gouv.fr](mailto:patricia.lenette@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Tanzanie : baisse des tarifs d'électricité proposée par la compagnie nationale d'électricité**

Le directeur général de l'autorité de régulation de l'énergie (EWURA), Felix Ngalamgosi, a indiqué que TANESCO annoncerait au 1<sup>er</sup> avril une baisse des tarifs d'électricité de 1,1 % en avril, puis de 7,9 % en janvier 2017. Cette décision s'explique par la baisse des prix du pétrole et la mise en service de la centrale à gaz Kinyerezi I, qui apportera au total 150 MW (aujourd'hui 70 MW) au réseau national. Une réunion des parties prenantes se déroulera à Dar es Salaam le 4 avril afin de discuter ces propositions de tarifs. TANESCO, qui a procédé à une augmentation de tarif de 40 % en janvier 2014, a accumulé un stock total d'arriérés d'environ 300 M USD, qui doit être progressivement apuré.

✉ [beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr](mailto:beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Industries**

▼ **Guinée : Conakry Terminal inaugure deux nouveaux portiques de quai**

Cyrille Bolloré a inauguré le 25 février deux portiques, d'une capacité de levage de 62 tonnes, financés par Conakry Terminal à hauteur de 17,2 M USD. Après la mise en service en novembre 2014 d'un quai de 340 mètres de long pour 13 mètres de tirant d'eau, le Groupe Bolloré a, en l'espace de 5 ans, investi 153 M USD pour la modernisation du terminal à conteneurs. Les nouveaux portiques de quai vont permettre de doubler les cadences de manutention pour atteindre 50 mouvements par heure. Conakry Terminal est désormais en mesure de traiter simultanément deux navires porte-conteneurs d'une capacité de 4 000 TEUs. Le Groupe Bolloré annonce un investissement total de 550 M USD sur la durée de la concession.

✉ [laurent.favier@diplomatie.gouv.fr](mailto:laurent.favier@diplomatie.gouv.fr)

▼ **Afrique du Sud: Bombela reçoit 354 M ZAR de compensations liées aux surcoûts du Gautrain**

Un tribunal d'arbitrage a accordé 354 M ZAR au consortium sud-africain Bombela (composé de Bouygues Travaux Publics SA, Murray & Roberts et Bombardier Transport) suite à la réclamation déposée par la Joint-Venture Bombela Civile (BCJV) à l'encontre du gouvernement provincial du Gauteng. Bombela, qui exploite le système Gautrain en vertu d'un accord de concession, avait contracté la joint-venture BCJV, détenue à 45 % par M&R, pour concevoir et construire le système de transport ferré rapide Gautrain, avant que la province du Gauteng émette une ordonnance de modification du projet à l'origine de coûts supplémentaires que Bombela s'est vu contraint de prendre en charge.

✉ [Gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr](mailto:Gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Burkina Faso : le groupe cimentier local Cimfaso se développe également en Côte d'Ivoire**

La société burkinabè CIMFASO appartenant à Inoussa Kanazoe a ouvert une cimenterie à Ouagadougou en 2015. Le groupe poursuit son développement cimentier dans le pays et dans la région. Une unité de production de ciment devrait prochainement ouvrir en Côte d'Ivoire (CIMIVOIRE) et les travaux d'une nouvelle cimenterie (CIMASSO) ont débuté ce mois-ci à Bobo Dioulasso, la seconde ville du Burkina Faso. Le montant total de ces deux investissements est estimé à 250 M USD. S'agissant du seul Burkina Faso, on peut s'interroger sur la pertinence économique de l'investissement CIMASSO, l'offre actuelle de ciment sur le marché intérieur étant actuellement supérieure à la demande.

✉ [pascal.carrere@dgtresor.gouv.fr](mailto:pascal.carrere@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Kenya : Nakumatt lance un nouveau concept-store : *Sports Planet***

Le leader kényan de la grande distribution kenyane a investi 1 M USD dans un nouveau magasin de 550 m<sup>2</sup> au centre commercial de Westgate. Ce magasin serait le 9ème point de vente par Nakumatt dédié aux équipements et aux vêtements de sport. L'objectif est d'ouvrir une vingtaine de points de vente supplémentaires d'ici 2 ans. Nakumatt est en partenariat avec Salute Holdings pour l'approvisionnement des marques telles que Puma, Nike, Adidas et FreeMotion, Callaway, Proform, Arena, NordicTrack, Head, Grays, Mitre, Gilbert, Babolat...

✉ [rodrique.msechu@businessfrance.fr](mailto:rodrique.msechu@businessfrance.fr)

▼ **Ouganda : 2,5 Mds USD perdus chaque année du fait du manque d'infrastructures de transport**

Selon les études de faisabilité du Standard Gauge Railway (SGR), l'Ouganda paye 2,5 Mds USD de plus par an à transporter ses marchandises par les routes qu'elle ne le ferait en ayant recours au ferroviaire. Selon l'Autorité nationale des routes d'Ouganda (UNRA), 200 M USD sont également dépensés chaque année pour la réparation des routes, qui ne sont pas adaptées à des cargaisons lourdes. La construction du SGR, qui connectera l'Ouganda au Soudan du Sud, au Kenya et au Rwanda, pourrait en partie pallier ce problème. Le gouvernement avait signé en mars 2015 un contrat pour la construction des axes du nord et de l'est avec la compagnie chinoise China Harbour Engineering Company Limited (CHEC).

✉ [nina.llado@dgtresor.gouv.fr](mailto:nina.llado@dgtresor.gouv.fr)

## ▼ Services

### ▼ Afrique du Sud : restructurations dans le secteur bancaire

Après Barclays qui a annoncé son intention de se désengager de sa filiale africaine (qui détient 100 % d'ABSA), Old Mutual a confirmé son souhait de se séparer de ses 4 entités dont Nedbank, dans laquelle il détient 40 % du capital. La décision de Barclays a été motivée par le manque de contrôle sur la gestion de ses liquidités et la dépréciation du rand. Même si ABSA a enregistré de meilleurs résultats fin 2015, Barclays estime que les conditions difficiles du marché sud-africain entravent sa croissance. Quant à Old Mutual, sa stratégie serait de faciliter l'accès aux capitaux pour chacune de ses 4 opérations, qui seraient ainsi mieux valorisées. La Public Investment Corporation pourrait accroître sa participation dans ABSA.

✉ [laura.laguerce@businessfrance.fr](mailto:laura.laguerce@businessfrance.fr)

### ▼ Nigéria : MTN propose un arrangement pour 1,5 Md USD à l'état nigérian

Lors de la visite de Jacob Zuma à Abuja, le président Buhari a évoqué à plusieurs reprises l'affaire opposant MTN au régulateur nigérian, d'abord en critiquant la lenteur du groupe à désactiver des cartes sim non-enregistrées dans le cadre de la lutte contre Boko Haram, puis en insistant sur l'importance économique, sociale et technologique de l'opérateur mobile dans le pays. Le 11 mars, dans une lettre adressée au gouvernement, l'ancien ministre américain de la justice, Eric Holder, qui dirige la défense de MTN, a proposé de régler l'amende par un montage financier comprenant des versements en espèces, l'achat d'obligations d'Etat et le développement d'un réseau à destination du gouvernement, pour un total de 1,5 Md USD.

✉ [thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr](mailto:thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Guinée : organisation d'une table ronde sur le secteur de l'eau

A l'initiative du ministère de l'Energie et de l'hydraulique et avec l'appui de l'Agence française de développement, une table ronde sur le secteur de l'eau a été organisée à Conakry les 10 et 11 mars 2016. Elle a permis de réunir les membres du gouvernement et les principaux bailleurs de fonds (Banque mondiale, AFD, BEI, SFI, BID). Cette réunion a permis de partager les résultats du diagnostic du secteur de l'eau en zone urbaine et l'établissement d'un plan de redressement sectoriel réalisé par le cabinet Artelia-ICEA en 2013 sur financement de l'Afd. Ce diagnostic fait notamment ressortir la nécessité d'une restructuration du secteur et un besoin d'investissements de l'ordre de 1,05 Md USD à l'horizon 2030 dont 509 M USD pour la période 2016-2020.

✉ [lognara.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:lognara.traore@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Congo : le taux de bancarisation reste faible

Malgré l'arrivée de nouvelles banques ces dernières années, comme la Banque postale du Congo et tout récemment la Banque Sino-Congolaise pour l'Afrique, le taux de bancarisation reste très faible en République du Congo. Si l'on compte cinq nouvelles banques depuis 2010 et si le taux de bancarisation est passé de 3 % en 2007 à 7 % début 2016, ces progrès sont encore trop faibles par rapport aux attentes du gouvernement. Ce manque de résultat provient notamment de la faible confiance accordée aux banques après les déboires financiers des années 1990.

✉ [arthur.berthet@dgtresor.gouv.fr](mailto:arthur.berthet@dgtresor.gouv.fr)

▼ **RCA : augmentation des dépôts bancaires et des crédits au secteur privé**

En janvier 2016, les dépôts dans les banques en RCA ont augmenté de 14,7 % par rapport à janvier 2015 et de 39 % par rapport à janvier 2014. Cette évolution est le fait des dépôts de l'état en premier lieu, mais aussi des dépôts du secteur privé. Ceci peut être interprété comme l'amorce d'un retour à meilleure fortune et à la confiance de ce secteur. Les crédits accordés au secteur privé ont progressé de 2,5 % et de 14 % dans les mêmes intervalles. Le taux de créances en souffrance est très élevé (31,9 %), mais le taux de provisionnement de ces créances s'améliore fortement en passant de 54,7 % à 64,8 % en un an.

✉ francois.giovalucchi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Le statut du Kenya de plaque tournante des TIC confirmé**

Michael Macharia, fondateur de *Seven Seas Technology*, le leader des solutions technologiques d'entreprises intégrées pour la santé, la sécurité intérieure et les prestations sociales, a été nommé pour le prix Jeune PDG Africain de l'Année, qui sera remis en mars prochain à Abidjan. Sa compagnie illustre le dynamisme du secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC) au Kenya. Le gouvernement kényan espère que d'ici 2017, les TIC représenteront 10 % du PIB (contre 13 % en 2013). Le secteur a connu une hausse de 13,4 % en 2014. Les autres nominés sont l'opérateur Safaricom et le fond d'investissement AfricInvest, dont BPI-France est actionnaire, dans leurs catégories respectives.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Hausse de 4,9 % des revenus de MTN Ouganda grâce aux données mobile et au paiement mobile**

L'entreprise a enregistré un chiffre d'affaire de 395 M USD en 2015 contre 377 M USD en 2014. Les revenus issus de l'activité des données mobiles ont augmenté de 88 %, notamment grâce au développement du réseau 4G. 3,3 millions des abonnés (40 %) de MTN souscrivent à ce service. Les transactions en monnaie mobile ont augmenté de 23 %. Les abonnés à ce service ont augmenté de 6,7 % pour atteindre 3,45 millions. Ces résultats ont été contrebalancés par une hausse de dépenses due à la dépréciation du shilling, et une baisse de 14,1 % du total d'abonnés. MTN avait dû déconnecter 3,7 millions d'abonnés en 2015 pour se mettre aux normes, mais a enregistré 1 million d'abonnés nouveaux en janvier et février 2016.

✉ nina.llado@dgtresor.gouv.fr

## ENTREPRISES

---

### ▼ Afrique du Sud : offre de Steinhoff (Conforama) pour le rachat de Darty

Le groupe d'ameublement sud-africain Steinhoff International a déposé, via sa filiale Conforama, une offre de rachat conditionnelle et concurrente de celle de la Fnac, auprès du distributeur français d'électroménager Darty. L'offre de Conforama, qui s'élève à « 125 pence par action en numéraire », est plus élevée que l'offre du groupe Fnac, acceptée par Darty en novembre 2015 et présente l'avantage d'être payable directement en cash. Sur la base de la valeur du titre Fnac au 5 novembre (60,40 EUR), cette offre valorise Darty à 615 M EUR, et 1,1 Md EUR en valeur d'entreprise, dette comprise. Steinhoff représente à ce jour le numéro 2 du meuble en France et le plus gros employeur sud-africain du pays.

✉ [Gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr](mailto:Gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Equivalenza, franchise espagnole de cosmétiques, parie sur l'Angola

Equivalenza, la chaîne de parfums et cosmétiques espagnole, a déjà ouvert 10 boutiques en propre à Luanda, Benguela et Uíge depuis 2014. L'Angola est le marché de prédilection de l'entreprise espagnole en Afrique ; Luanda est une grande métropole, où la demande pour les cosmétiques est en forte croissance, l'offre encore faible et où la population est sensible aux dernières tendances. Dans ce contexte, Equivalenza voit grand et prévoit l'ouverture de 50 boutiques en propre d'ici 2017, boutiques qui se situeront en majorité dans les nouveaux centres commerciaux encore en construction à Luanda et en provinces. La société aurait investi 250 000 USD la première année, pour un CA avoisinant les 3 M USD.

✉ [Dorothee.pye@businessfrance.fr](mailto:Dorothee.pye@businessfrance.fr)

### ▼ Publicis s'implante au Nigéria

Le géant français de la communication vient d'annoncer son arrivée sur le marché nigérian grâce à une prise de participation dans le groupe nigérian Troyka. Fondé en 1989, Troyka opère à travers 6 agences qui couvrent l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest et emploie plus de 300 personnes. Le groupe travaille d'ores et déjà avec plusieurs grandes entreprises dans la région à l'instar de Heineken, Unilever, P&G, Shell et Axa. Le groupe Publicis, qui a réalisé un chiffre d'affaires de 9,6 Mds EUR et un résultat net de 901 M EUR en 2014, estime que le marché publicitaire nigérian « représente 1 Md USD et a enregistré un taux de croissance annuelle moyen de 21 % » depuis dix ans.

✉ [thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr](mailto:thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Congo : SAPRO s'offre le géant sud-africain de l'affichage Global Outdoor Systems

Sapro, l'un des principaux groupes congolais, dont le fondateur Paul OBAMBI est également président de la CCI Brazzaville, vient de racheter intégralement la compagnie Global Outdoor Systems (GOS), géant de l'affichage extérieur en Afrique du Sud, avec une offre estimée à 50 M USD. Déjà propriétaire de Media International, une société d'affichage et d'imprimerie présente dans six pays africains, le groupe Sapro n'est pas un nouveau venu dans le secteur. Toutefois, la vente de GOS avait également attiré de nombreuses majors internationales comme Lamar Advertising, Clear Channel ou encore JC Decaux, ce qui rend le rachat par le groupe congolais assez surprenant.

✉ [arthur.berthet@dgtresor.gouv.fr](mailto:arthur.berthet@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Jovago signe un partenariat avec AccorHotels**

À partir du 14 mars, une partie des hôtels africains du groupe français seront référencés par la filiale d’Africa Internet group (AIG) spécialisée dans la réservation en ligne. Premier portail de réservation d’hôtels d’Afrique, Jovago a signé le 25 février un partenariat avec le groupe AccorHotels. Depuis le 14 mars, 30 établissements du groupe français, implantés dans 13 pays, ont été ajoutés aux 25 000 hôtels déjà référencés sur le site de la filiale d’Africa Internet Group (AIG). Dans un deuxième temps, le service sera progressivement étendu à l’ensemble des hôtels africains du groupe AccorHotels. Le partenariat avec Jovago met en lumière l’importance prise par le continent dans la stratégie du groupe français.

✉ [redaction@jeuneafrique.com](mailto:redaction@jeuneafrique.com) - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

## CARNET ET AGENDA

---

### ▼ **Le financement de l'innovation et des startups en Afrique au Hacking de l'Hôtel de Ville**

Dans le cadre de l'édition 2016 du Hacking de l'Hôtel de Ville, AfricaFrance, en appui de la Ville de Paris, en partenariat avec Paris&Co, mettra plus particulièrement les écosystèmes africains à l'honneur sous la thématique « Startups sans frontière ». Dans ce contexte, AfricaFrance organise une table ronde sur le « Financement de l'innovation et des startups en Afrique » avec 7 spécialistes, le 24 mars 2016 à 10h à l'Hôtel de Ville de Paris.

✉ [juliesophie.dorr@africafrance.org](mailto:juliesophie.dorr@africafrance.org)

### ▼ **Ateliers connectés « Ville durable » au Hacking de l'Hôtel de Ville**

AfricaFrance s'associe à Paris&Co pour mettre en valeur l'écosystème africain lors d'un Workshop connecté « Afrique et Ville Durable » le 24 mars 2016 à 15h30 à l'Hôtel de Ville de Paris, avec pour thématique « les solutions des startups africaines pour la ville ». Filmé et connecté de Paris à plusieurs villes africaines, une cinquantaine de startups seront invitées à se pencher sur le sujet en simultané.

✉ [juliesophie.dorr@africafrance.org](mailto:juliesophie.dorr@africafrance.org)

### ▼ **Nigéria : la CCIFN organise la 1<sup>ère</sup> édition de son championnat de langue**

L'évènement, organisé le 26 février 2016 à Lagos, était destiné à promouvoir la langue française auprès des écoliers nigériens et à développer l'action sociale de la Chambre. Il a bénéficié du soutien d'entreprises (Cadbury, Unilever, CFAO Group, Nigerian Breweries et Air France) et de la communauté française. Cent élèves sélectionnés parmi dix écoles secondaires ont pris part à la compétition. Le Consul général de France a salué l'initiative de la CCIFN et demande son soutien par tous les acteurs politiques et économiques. La représentante du vice-gouverneur a souligné l'importance de la stimulation des relations commerciales entre les deux pays.

✉ [dritchard@france-nigeria.fr](mailto:dritchard@france-nigeria.fr)

### ▼ **Ghana : le Vice-président en visite en Inde**

Le vice-président Amissah Arthur s'est rendu en Inde à l'occasion du sommet sur l'économie africaine, réunissant 34 pays africains et 400 délégations commerciales. Accompagné du ministre de l'Economie et de responsables des ministères de l'Education, de l'Agriculture, des Infrastructures ainsi que du président de l'Association des industriels du Ghana, AGI, il a mis en avant le partenariat de coopération pour la création du Kofi Annan ICT Centre of excellence, et les relations économiques qui font de l'Inde un partenaire de premier plan du Ghana. L'Inde est ainsi le deuxième investisseur au Ghana en nombre de projets (741) mais seulement le neuvième investisseur en stock (1 Md USD).

✉ [caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr](mailto:caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Report du Forum sur l'investissement hôtelier**

Le Togo devait accueillir les 5 et 6 avril prochains le Forum africain sur l'investissement hôtelier (AHIF). Suite aux retards des travaux de l'hôtel Radisson Blu de Lomé, qui devait accueillir la manifestation, les organisateurs ont annoncé son report au moins de juin à une date qui reste à confirmer.

✉ [Florent.danion@dgtresor.gouv.fr](mailto:Florent.danion@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Afrique du Sud : retour sur la Fashion week**

La *Mercedes Benz Fashion Week*, qui s'est déroulée du 10 au 12 mars 2016 à Johannesburg, est un événement incontournable pour les designers en Afrique du Sud. L'équipe dédiée de stylistes, sponsors et employés reflète l'ampleur de l'évènement : 8 000 personnes, personnel et public inclus, étaient au cœur des défilés de plus de 25 créateurs, 100 mannequins ont défilé lors des 20 shows répartis sur 3 jours, 42 maquilleuses ont chacune travaillé pendant 84 heures et 25 coiffeurs stylistes se sont adonnés à créer les coupes de cheveux correspondant aux exigences des designers. Les dernières collections du célèbre David Tlale, ainsi que celles des designers locales Stefania Morland, Leigh Schubert, Khosi Nkosi et Tamara Dyson ont été repérées.

✉ [sarah.watine@businessfrance.fr](mailto:sarah.watine@businessfrance.fr)

▼ **Salon du Livre de Paris 2016 : Brazzaville et Pointe-Noire en vedette**

Considérées comme des berceaux de la littérature africaine francophone, Brazzaville et Pointe-Noire seront à l'honneur de la 36<sup>ème</sup> édition du Salon du Livre de Paris. L'évènement, qui a pour cadre la Porte de Versailles se tiendra du 17 au 20 mars 2016. Pendant ces quatre jours, les amateurs de littérature francophone pourront découvrir et rencontrer les 24 auteurs congolais conviés à cet évènement.

✉ [arthur.berthet@dgtresor.gouv.fr](mailto:arthur.berthet@dgtresor.gouv.fr)

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers. La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère des Finances et des Comptes publics et du ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique.

**Contacts**

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr  
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr  
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

**Directeur de la Publication**

Marc Bouteiller

**Rédacteurs en Chef**

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

**Contributions :**

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :  
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

**AVEC LE CONCOURS DE :**

